

Objet : Cession du site et de l'immeuble du Royal Victoria Hospital à la McGill University

Message :

Montréal peut et doit rester une ville française qui accueille des gens de toute provenance et qui les intègre en français. Selon Gilles Paquin et Me André Sirois dans l'Action nationale, le gouvernement doit renoncer à exécuter la promesse abusive faite par le dernier gouvernement libéral de donner à McGill University plus d'un milliard de \$ en subventions et en immeubles publics, dont une bonne partie du Mont Royal, la faisant passer ainsi de « ghetto McGill » à « forteresse McGill » qu'il lui sera impossible de contrôler par la suite.

Le gouvernement doit tout simplement et immédiatement renoncer à exécuter ce projet d'une autre donation scandaleusement abusive et illégale et socialement injuste et condamnable.

Selon Frédéric Lacroix dans Pourquoi la loi 101 est un échec : Au Québec, les universités anglophones bénéficient d'un net avantage (d'un facteur quatre en proportion au poids démographique) pour ce qui est des fonds d'immobilisation investis par le gouvernement du Québec. Sur l'île de Montréal, un étudiant « pondéré » qui étudie en anglais bénéficie de 56 % de plus de fonds d'immobilisation qu'un étudiant qui étudie en français. Rappelons que McGill University dispose annuellement de revenus de quelque 1,44 milliard de \$, [...] possède 1,7 milliard de \$ dans sa fondation, et des biens évalués à 4,9 milliards de \$. Alors que l'Université du Québec dépend à 90 % des fonds versés par le gouvernement et les étudiants du Québec, moins de la moitié du budget de McGill University est dépendant de ces deux sources de revenus.

McGill University est un véritable empire financier. McGill University est également un important propriétaire foncier ; elle dispose de 730 000 mètres carrés d'espaces dont 613 000 mètres carrés reconnus par le MÉES. Même si McGill University n'accueille pas le plus important effectif étudiant, elle est l'université possédant le plus vaste campus au Québec [...].

On le voit : il est absolument illégitime et contraire à l'intérêt des Montréalais et des Québécois français de continuer à insister pour donner plus d'un milliard de \$ en domaine public et en fonds publics à McGill University.

Le gouvernement du Québec doit agir dans l'intérêt des Québécois et non seulement au profit de la minorité anglaise traditionnellement archi-privilegiée.